

Blanchiment : la place financière à l'abri

Le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle loi qui doit le placer à la pointe en matière de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment.

Hier, la Chambre de commerce avait fait le plein de financiers pour une conférence sur le thème de l'évolution de la législation anti-blanchiment au Luxembourg.

Président de l'association luxembourgeoise des compliance officers du secteur financier, Jean-Marie Legendre a commencé par expliquer qu'il y a 15 ans encore l'environnement légal sur le sujet était quasi inexistant. «Il a fallu attendre la création du GAFI (NDLR : Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) en 1989 pour que des instruments de lutte contre le blanchiment se développent».

Tout en saluant la nouvelle loi luxembourgeoise antiblanchiment du 12 novembre 2004 comme un outil de pointe très innovant, Jean-Marie Legendre a rappelé que la France fut le premier pays à instituer le délit de blanchiment dans ses textes, mais qu'elle avait toutefois tardé à transcrire la seconde directive européenne en matière de lutte antiblanchiment.

Une perche tendue à Laurent Mosar, rapporteur de la loi, qui n'a pas

manqué d'égratigner la France sur le sujet alors qu'en 2002 un rapport d'Arnaud Montebourg et de Vincent Peillon, deux députés français, présentait le Luxembourg comme «un paradis bancaire, fiscal et juridique».

Petites allusions mises à part, le député chrétien-social s'est attaché à détailler les principaux points de cette loi. Il a avancé que dans l'esprit de la loi du 12 novembre, blanchiment et financement du terrorisme seraient combattus avec les mêmes outils.

Parmi ces outils, justement, l'élargissement de la loi à un éventail de professions beaucoup plus large. Ainsi, outre les professionnels du secteur financier, les agents immobiliers, les experts-comptables, les notaires, les casinos ou encore les marchands d'articles de grande valeur tombent désormais sous le coup de cette loi. Un texte qui met ces professions devant trois types d'obligation à remplir : la connaissance du client, une organisation interne adéquate et la coopération avec les autorités.

La connaissance du client. En ce

qui concerne ce point, la loi veut que les professionnels récoltent toutes les informations nécessaires sur leurs clients afin de réduire au maximum le risque de blanchiment ou de financement du terrorisme.

La faille qui fait peur

Toutefois, on notera que les Sicar (sociétés d'investissement en capital à risque) et les organismes de titrisation n'entrent pas dans le cadre de la loi antiblanchiment, ni même les OPC (organismes de placement collectif) commercialisant eux-mêmes leur produit. Une brèche dans la loi qui ne manquera pas d'être exploitée à moins d'un amendement dans les plus brefs délais. «La commission juridique a estimé qu'il ne fallait pas trop lester ces nouveaux produits afin qu'ils percent sur le marché», a ainsi justifié Laurent Mosar. De même, un professionnel qui n'aurait pas remarqué à temps une tentative de blanchiment sera déchargé de toute responsabilité pénale.

L'organisation. Les professionnels sont tenus d'instaurer des pro-

cédures de contrôle interne et de communication pour éviter que des opérations de blanchiment puissent se réaliser et sont tenus de former leurs employés sur la question.

Coopération. En matière de coopération, les professionnels sont obligés de fournir les informations «nécessaires» pour l'enquête et non plus «requises» comme cela était initialement prévu. Toute transaction en liquide supérieure à 15 000 euros devra être signalée et, le cas échéant, celles inférieures à ce montant s'il y a soupçon.

Le procureur d'Etat peut empêcher la réalisation pendant trois mois si l'ordre a été donné par écrit. S'ils s'agit d'un ordre oral non confirmé par écrit, passé trois jours la consigne est caduque. Avant, ces ordres avaient une validité permanente.

Le projet de loi initial prévoyait des amendes très élevées contre les professionnels jusqu'à plus d'un million d'euros. Le seuil a été ramené à 125 000 euros.

Patrick Thöny